



ENTRETIEN

Denis Sassou N'Guesso alerte sur l'affaiblissement du leadership africain

Dans un entretien exclusif, le 18 avril à Brazzaville, avec nos confrères de la chaîne arabo- phone *Sky news arabia*, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a estimé que les dirigeants africains font mauvaise route s'ils ne s'engagent pas davantage à consolider le panafricanisme qui constitue le fondement même de l'unité continentale.

Si une bonne partie des échanges a porté sur les relations du Congo avec ses partenaires extérieurs, notamment les pays arabes qu'il invite à investir au Congo, le chef de l'Etat s'est aussi appesanti sur les défis qui l'attendent au moment où il entame un nouveau mandat de cinq ans à la tête du pays

Page 16



HYDROCARBURES

Nouvelle découverte sur le permis Moho



La société pétrolière, Total Energies EP Congo, a annoncé dans un communiqué de presse une nouvelle découverte d'hydrocarbures sur le permis Moho, situé au large des côtes congolaises. Cette découverte

L'une des installations de TotalEnergies/DR fait suite au forage du puits d'exploration MHNM-6 NFW, ciblant la structure géologique dénommée Moho G.

Combinée aux infrastructures de production précédemment réalisées sur la structure voisine de Moho F, la découverte représente des ressources récupérables estimées à près de 100 millions de barils.

Page 5

REVITALISATION DES SPORTS

L'annonce du chef de l'Etat suscite de l'espoir chez les sportifs

En perte de vitesse depuis plusieurs années, le sport congolais dans toute sa globalité mérite une attention particulière pour donner à ce secteur une autre dimension, tant les

statistiques des indicateurs de performances sportives du pays restent peu reluisantes.

L'annonce portant revitalisation des sports et loisirs faite par le chef de l'Etat, Denis Sassou

N'Guesso, dans son discours d'investiture suscite chez les sportifs de l'espoir pour un renouveau certain, pourvu que la parole soit liée aux actes.

Page 13

ARTISANAT

Le Fonea lance un programme de formation pour 1500 jeunes

Le Fonds national de soutien à l'employabilité et à l'apprentissage (Fonea) a lancé, le 20 avril, sous l'égide du ministre chargé de la jeunesse, un vaste programme de formation en perlage au profit de 1500 jeunes de 18 à 35 ans. L'initiative vise à transformer le talent artisanal de cette couche sociale en véritables opportunités économiques, en vue de réduire le taux de chômage. Financée entièrement par le Fonea, cette formation s'étendra sur une durée de 45 jours.

Page 15



Les autorités posant avec les apprenants

Editorial

Responsabilité

Page 2

ÉDITORIAL

Responsabilité

A l'heure où les outils numériques influencent tout, de nos relations personnelles à nos activités professionnelles, parler de responsabilité en la matière devient une impérieuse nécessité nationale à laquelle les pouvoirs publics doivent réfléchir avant que le tout digital prôné ne se transforme en « libertinage numérique ».

L'environnement actuel exige une réflexion urgente et des actions concrètes pour éviter une consommation abusive de ces outils, notamment chez les jeunes de plus en plus influencés par les nouveaux médias qui contribuent, en grande partie, à la dépravation des mœurs. Plus préoccupant encore, seule une infime partie des internautes est capable de vérifier de manière fiable les informations ou les posts qui circulent sur la toile à travers les smartphones.

La grande majorité étant directement affectée par des contenus nuisibles, éduquer les citoyens à adopter des comportements responsables contribuerait à lutter contre certaines dérives.

Pour le notre pays, il est nécessaire de former une génération numérique consciente de son pouvoir et prudente dans son expression. Car, le citoyen numérique dont a besoin la société d'aujourd'hui est celui qui protège activement l'intimité des uns et des autres, propage la vérité, combat les dérives et utilise les plateformes pour éduquer et inspirer.

Les Dépêches de Brazzaville

COUVERTURE MÉDIATIQUE DES ÉLECTIONS

Le CSLC sollicite une subvention financière spécifique

L'un des acteurs clés du processus électoral en République du Congo, le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) a constaté qu'il n'a pas pu remplir correctement sa mission de réguler la couverture médiatique de l'élection présidentielle, faute de moyens financiers ou de leur affectation tardive.



Des membres du bureau du CSLC/Adiac

L'organe de régulation des médias a fait le constat le 15 avril au cours de la restitution des résultats de la régulation de la couverture médiatique de l'élection du président de la République, scrutin des 12 et 15 mars derniers. Pour cette échéance électorale, selon le secrétaire comptable, Jérôme Patrick Mavoungou, le CSLC a débuté sa mission électorale par les réunions avec les groupements et partis politiques entre le 27 janvier et le 12 février pour les sensibiliser à la nécessité d'un scrutin apaisé, gage d'une stabilité sociale et démocratique.

Par la suite, a-t-il poursuivi, le CSLC a déployé à Brazzaville et à Pointe-Noire ses équipes pour la régulation de la couverture médiatique. L'objectif, a-t-il renchéri, était d'envoyer des observateurs dans les départements où il y avait des chaînes de télévisions, de radios et des journaux ainsi que les médias en ligne. Faute

de moyens financiers, a-t-il expliqué, le CSLC n'a pu couvrir tout le territoire national.

Ainsi, à l'issue de la régulation de la couverture médiatique à Brazzaville et à Pointe-Noire, le CSLC a constaté un déséquilibre dans la couverture médiatique. A titre illustratif, a-t-il indiqué, dans le département de Pointe-Noire, un candidat a concentré près de deux tiers du temps d'antenne tandis que certains candidats n'ont bénéficié que de parts marginales, 3% à 14%, et d'autres aucune visibilité. Ces déséquilibres, a-t-il dit, sont établis par les données issues du monitoring et des histogrammes.

Etant donné que la loi confère au CSLC l'obligation de veiller, en période électorale, à l'égalité du temps d'antenne, au cours de cette dernière présidentielle, il a constaté que cette égalité ne s'est pas traduite dans la couverture globale des

médias. Autrement dit, a-t-il expliqué, l'égalité a été respectée dans le cadre réglementaire, mais elle n'a pas été effective dans la pratique quotidienne des médias.

En définitive, dans la perspective des prochaines échéances électorales, il apparaît indispensable d'assurer l'allocation au CSLC d'une subvention spécifique dédiée à la régulation de la couverture médiatique ; de renforcer les capacités techniques et humaines ; de mieux encadrer les médias numériques et de garantir une égalité réelle d'accès aux médias.

Par ailleurs, a-t-il conclu, l'expérience de la régulation de la couverture médiatique de l'élection présidentielle a démontré que l'existence d'un cadre juridique solide ne suffit pas à elle seule à garantir une égalité effective, sans moyens adéquats et sans adhésion pleine des acteurs concernés.

Roger Ngombé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndongidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngonono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

FRANCE-CONGO

Renforcer les relations bilatérales à travers la diplomatie parlementaire

Arrivé en République du Congo dans le cadre de l'investiture du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso, le président de la Commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale française, Bruno Fuchs, qui a échangé le 18 avril à Brazzaville avec le président du Sénat, Pierre Ngolo, a souligné la nécessité de renforcer les relations entre les deux pays à travers la diplomatie parlementaire.

« Nous avons souhaité voir aujourd'hui comment continuer à contribuer au développement des relations entre nos deux pays. D'abord d'un point de vue parlementaire, comment la diplomatie parlementaire peut permettre de renforcer les relations entre nos deux pays. Comment on peut, pour nos deux populations, favoriser un certain nombre d'initiatives pour qu'elles soient plus à l'aise, se sentent mieux ; augmenter le pouvoir d'achat, augmenter bien sûr le niveau de paix également et de sécurité », a expliqué Bruno Fuchs à la presse.

Pierre Ngolo et son hôte ont également évoqué la possibilité de faire reconnaître aux jeunes générations le rôle du Congo et de Brazzaville dans l'histoire des deux pays, notamment l'aspect de la France libre. En effet, Bruno Fuchs croit qu'un certain nombre de ressortissants français n'est pas suffisamment au courant du rôle qu'a joué le Congo à cette époque. « Je pense qu'on a deux ou trois idées que l'on a échangées pour essayer de

mieux contribuer à faire connaître le rôle de Brazzaville et du Congo. Ce qui, dans le contexte actuel, est un élément absolument important pour reconsidérer, mieux considérer le Congo, alors qu'une partie de la jeunesse, notamment française, ne connaît pas cette partie de l'histoire », a poursuivi le président de la Commission affaires étrangères de l'Assemblée nationale française.

Pour ce faire, les deux personnalités entendent mûrir leur réflexion sur des travaux à mener afin de mieux mettre en valeur et considérer cette période historique pour que le rôle du Congo soit beaucoup mieux connu. « Les parlementaires vont s'occuper de cette question. Par exemple, j'ai initié l'année dernière, et je pense que cela va aboutir dans les mois qui viennent, une reconnaissance à l'Assemblée nationale française de Félix Eboué et du rôle qu'il a joué dans la relation entre nos deux pays. Le but est d'avoir à l'Assemblée nationale française un buste ou une salle avec quelque chose qui, symbo-



Pierre Ngolo s'entretenant avec Bruno Fuchs en présence de l'ambassadeur de France au Congo, Claire Bodonyi-DR

liquement, lui soit dédié. Et à travers lui, bien sûr, l'ensemble du Congo, de l'histoire du Congo et de ses citoyens », a-t-il indiqué. Parlant de la coopération parlementaire, Bruno Fuchs a affirmé avec beaucoup « de force et de réalité » qu'il n'y a pas de nuage sur l'axe Paris-Brazzaville. « En tout cas, il y a une coopération forte entre les deux pays. Il y a une considération, une confiance entre les deux Sénats et les deux Assemblées nationales des deux pays, et cela se voit dans plusieurs dimensions : sur les questions de protocole, de formation, d'échange,

mais également de mission entre nos deux pays », a-t-il assuré.

Selon lui, Pierre Ngolo a alerté la partie française sur quelques difficultés qu'il faille dépasser dans la relation entre les deux pays. A titre d'illustration, le député du Haut-Rhin a évoqué la question des visas. « Madame l'ambassadeur s'est bien expliquée de la façon dont aujourd'hui les visas sont produits, notamment dans l'espace Schengen. Ce n'est plus uniquement la France, mais c'est l'ensemble des pays Schengen », a souligné Bruno Fuchs.

Les autres sujets abordés

concernent le développement économique et la nécessité pour les entreprises françaises de mieux investir au Congo. Les questions de la diplomatie par le sport, par la culture ont été également au cœur des échanges entre les deux parties. D'après le député français, ces domaines sont aussi des vecteurs très importants de rapprochement entre les deux peuples, par des artistes, des chanteurs, des sportifs qui sont, d'après lui, des liens très forts dans lesquels les jeunes des deux pays peuvent se retrouver.

Parfait Wilfried Douniama

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

Pierre Ngolo invité à la 51^e session annuelle de juillet au Cameroun

Reçu en audience le 17 avril par le président du Sénat, le président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), Hilarion Etong, lui a transmis l'invitation pour prendre part aux travaux de la 51^e session annuelle de cette institution qui sera organisée du 7 au 12 juillet prochain à Yaoundé, au Cameroun.

L'événement réunira des délégations venues d'Afrique, d'Europe, d'Amérique, d'Asie et du Pacifique autour de débats sur les grands enjeux contemporains et de partage d'expériences législatives. Selon Hilarion Etong, la section congolaise de l'APF, dont Pierre Ngolo est le président d'honneur, est l'une des plus anciennes dans ce mouvement de la Francophonie, occupant une place centrale. « C'est une section qui s'illustre par le poids de ses idées et de ses contributions dans l'espace parlementaire



Poignée de main entre Pierre Ngolo et Hilarion Etong/DR

francophone. Il m'a dit qu'il ferait tout pour être présent à Yaoundé, très prochainement », a expliqué le président de l'APF à sa sortie d'audience. Arrivé au Congo dans le cadre de l'investiture du président de la République, Denis Sassou N'Gusso, le 16 avril, Hilarion Etong s'est félicité de l'invitation des plus hautes autorités congolaises. « Je tiens donc à venir le remercier pour cette invitation, parce que, comme vous le savez sans doute, le président Pierre Ngolo et le Parlement congolais ont soutenu ma candidature, ils m'ont permis d'accéder à

cette charge de président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Je l'ai également prié d'accepter de transmettre à monsieur le président de la République les félicitations du Parlement de la Francophonie, auxquelles j'associe naturellement les miennes propres. Je l'ai aussi prié qu'il lui soit possible de transmettre à monsieur le président de la République les vœux que je formule pour le succès de sa nouvelle mission à la tête de la République du Congo », a précisé le président de l'APF.

P.W.D.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Eni Congo, un partenaire majeur dans le développement du pays

Implantée en République du Congo depuis 1968, la société Eni joue un rôle déterminant dans le développement industriel, énergétique, commercial et social du pays. Portée par une vision stratégique globale, la contribution de cette compagnie vise un développement à tous les niveaux, se fondant sur un partenariat à long terme, à la fois évolutif et structurant.

Le partenariat entre le Congo et Eni constitue l'exemple d'une relation structurante et en perpétuelle évolution. Dans un monde qui bouge, la quête de sécurité d'approvisionnement et l'établissement de nouveaux équilibres industriels est de mise. « *La reconduction de Claudio Descalzi, un acteur majeur de ce partenariat gagnant-gagnant, à la tête du groupe pour un cinquième mandat, confirme la stabilité d'un leadership qui a profondément transformé la présence d'Eni en Afrique, et notamment au Congo, où le leadership politique de Denis Sassou N'Guesso a instauré un climat de stabilité institutionnelle et d'attractivité pour les investisseurs, renforçant ainsi la confiance et la fiabilité du pays* », sou-

ligne le communiqué du groupe italien. La société Eni joue également un rôle majeur dans la structuration du réseau électrique au Congo, tel en témoigne la Centrale électrique du Congo (CEC), qui représente aujourd'hui environ 75 % de la production nationale d'électricité. Ce qui fait de cette structure un acteur majeur de l'optimisation des ressources énergétiques, car l'industrialisation du pays devient inopérante sans la fourniture en énergie électrique. En effet, la CEC constitue le socle de la stabilité énergétique au Congo, alimentant simultanément la population et les zones industrielles. Elle illustre également une approche intégrée, associant production gazière et géné-

ration électrique dans une logique d'optimisation des ressources.

Le Congo dans la cour de grands concernant le gaz liquéfié

Le groupe italien a également permis de repositionner la République du Congo sur la scène énergétique mondiale grâce au projet Congo LNG, l'un des programmes de liquéfaction de gaz naturel les plus rapides et innovants au monde. « *Grâce à ses unités flottantes de liquéfaction, ce projet a franchi une étape stratégique majeure, propulsant le Congo dans le cercle très restreint des acteurs mondiaux du FLNG, aux côtés de quelques pays capables de maîtriser cette technologie de pointe. Il ouvre ainsi au Congo un accès direct aux marchés internationaux*

du gaz tout en renforçant sa crédibilité industrielle et son attractivité», poursuit le communiqué.

Parallèlement à ces projets majeurs, Eni a fait de l'agriculture et du capital humain l'une de ses priorités. Ainsi, le projet Agri-Hubs structure les filières locales, et crée des dizaines de milliers d'emplois dans le but de renforcer la sécurité alimentaire et les chaînes de valeur rurales. Elle a aussi créé un Centre d'excellence à Oyo pour former les compétences locales et soutenir plusieurs établissements scolaires nationaux. Ainsi, l'engagement d'ENI s'étend à des liens humains, culturels et historiques, faisant évoluer la notion de « partenaire étranger »

Vers une collaboration profondément intégrée.

Le partenariat cinquantenaire entre le Congo et Eni s'articule, entre autres, autour de la hausse de la demande énergétique, la diversification économique, la création d'emplois, l'amélioration des conditions de vie, les infrastructures énergétiques, les projets structurants, bref de solides investissements. « *En somme, le partenariat Eni-Congo illustre comment une coopération stratégique peut catalyser un développement holistique, alliant ressources naturelles, compétences locales et gouvernance stable pour bâtir un avenir résilient* », conclut le communiqué.

Parfait Wilfried Douniama

Ulsan Mining Congo va produire deux millions de tonnes d'acier par année

La société Ulsan Holding, à travers sa filiale congolaise Ulsan Mining Congo, a annoncé, le 6 avril, la poursuite active de ses investissements après le développement du minerai de fer de Mayoko-Mossendjo, dans le département du Niari.

A Pointe-Noire, capitale économique de la République du Congo, Ulsan Mining Congo poursuit le développement de ses projets industriels. Son principal objectif stratégique est désormais la production d'acier dans le pays. L'entreprise a organisé une visite du site destiné à accueillir la future usine de transformation du minerai de fer.

Sur place, les délégations venues de la Turquie, de Singapour et de Chine ont pris part aux échanges autour de la mise en œuvre du projet. Au cœur de cette initiative, la construction d'une usine de fonderie destinée à transformer le minerai de fer en acier. Cette unité industrielle disposera d'une importante capacité de production, estimée à deux millions de tonnes par an, et contribuera à l'approvisionnement du marché local ainsi qu'à l'exportation.

Avec cette fonderie, le Congo va se positionner parmi les producteurs d'acier. La posi-



Réunion des experts/Adiac

tion géographique du pays, spécialement son port, est un avantage à tout pour ce projet qui permettra de viser les autres marchés, que ce soit aux alentours de la République du Congo qu'en Afrique et en dehors.

Ce projet constitue une avancée majeure vers la transfor-

mation locale des ressources minières, générant une valeur ajoutée significative pour l'économie nationale. Dans cette dynamique, des études de faisabilité sont actuellement menées en collaboration avec des partenaires internationaux. Au-delà de l'usine, le projet intègre éga-

lement la construction d'un port autonome à Pointe-Noire, en partenariat avec la Plateforme industrielle du Congo, destiné à assurer le transport et l'exportation des produits finis.

Il s'inscrit dans une dynamique engagée depuis août 2024, avec la signature d'une

convention minière de trente ans avec l'État congolais, incluant la réhabilitation du corridor entre Mayoko et Pointe-Noire. Avec cette initiative, Ulsan Mining Congo entend renforcer sa présence et contribuer durablement à la transformation locale des ressources minières.

« *Avec ce plan d'investissement et ce plan de la fonderie de la zone économique spéciale, l'employabilité locale des Congolais va avancer à plus de dix mille travailleurs dans ce projet. Et cela va contribuer vraiment à l'accroissement de l'économie congolaise, à faire sa diversification. En regardant deux millions de tonnes d'acier qui vont être produites, bien sûr, il y aura vraiment un changement de l'économie, il y aura un impact très positif* », a indiqué Oguzhan Odabasi, directeur général de la société Ulsan Holding.

Fortuné Ibara

NOUVEAU MANDAT DE DENIS SASSOU N'GUESSO

Les défis économiques

Réélu avec 94,90% des voix, Denis Sassou N'Guesso a entamé son nouveau quinquennat qui court jusqu'en 2031, le 16 avril dernier. Dans son discours d'investiture, le chef de l'Etat est revenu sur les défis économiques qu'il doit relever courant ce mandat. De la mobilisation des recettes à la bonne gestion de celles-ci en passant par la lutte contre le détournement des deniers publics, la desserte en eau et en électricité, les enjeux sont cruciaux.

Pour le nouveau quinquennat, Denis Sassou N'Guesso a placé ses actions sous le signe de la gouvernance axée sur les résultats. Ainsi, aussitôt investi, il a décliné ses grandes ambitions au profit d'un Congo épanoui et prospère.

Sur le plan économique, le chef de l'Etat a annoncé la poursuite des grandes actions macro-économiques susceptibles de contribuer à la construction d'un Congo ambitieux, innovent et prospère.

Parmi les actions prioritaires qu'il a promises, Denis Sassou N'Guesso devrait, en premier, accroître l'investissement dans le capital humain en vue de doter l'administration publique congolaise d'un personnel dévoué, capable d'apporter une plus-value nécessaire pour renforcer le développement économique.

Pour renflouer les caisses de l'Etat,

le président de la République a annoncé la mise en place des mécanismes stratégiques plus adaptés, en vue de stimuler la mobilisation des ressources financières publiques additionnelles.

Dans son nouveau projet de société, « Accélérons la marche vers le développement », Denis Sassou N'Guesso a promis de redynamiser au mieux l'économie congolaise, en priorisant le développement de l'agriculture au sens large, de l'industrie, de la recherche scientifique et du progrès technique.

De même, il déploiera ses efforts pour assurer la mise en œuvre effective des zones économiques spéciales, ainsi que celle des industries extractives, avec la révision en cours du code minier, un autre secteur porteur de richesse.

Revitaliser le secteur des transports

Dans son plan quinquennal, le président de la République a aussi annoncé de grandes actions à réaliser aussi bien dans la construction des infrastructures de transport, que dans leur rentabilité. Il a rappelé la construction et le bitumage du corridor 13 dans son tronçon Ouessou-Impfondo-Gouga-frontière de la République centrafricaine.

Denis Sassou N'Guesso a rassuré aussi l'opinion du lancement, courant ce mandat, des travaux de construction du pont routier reliant Brazzaville, capitale de la République du Congo, à Kinshasa, celle de la République démocratique du Congo.

Epine dorsale de l'économie congolaise, le Chemin de fer Congo-Océan, lui aussi, fera l'ob-

jet d'une attention particulière, à travers sa rénovation générale dont il a lancé les travaux récemment.

Il faut ajouter à cela la réhabilitation des ports maritime, fluviaux et des aéroports internationaux afin de confirmer la vocation du Congo de pays de transit. L'objectif étant de renforcer le commerce et d'apporter un coup d'accélérateur à la diversification économique.

L'eau potable et l'électricité en ligne de mire

Dans son discours, Denis Sassou N'Guesso est revenu aussi sur la problématique de l'eau et de l'électricité, deux secteurs stratégiques dans le développement économique du Congo, mais qui posent encore des sérieux problèmes.

« Dans le secteur de l'électricité

notamment, ce mandat sera mis à profit pour atteindre les objectifs de la Mission 300 qui vise à donner l'électricité à 300 millions d'Africains d'ici à 2030. Notre responsabilité à l'horizon 2030 sera de donner de l'électricité au moins à plus de la moitié de la population. Cet objectif est soutenu par le Pacte national énergétique de la République du Congo, dont les cinq piliers projettent l'ambition du Congo de la prospection à la production de l'énergie », a souligné le chef de l'Etat.

A propos des antivaleurs qui gangrèment l'administration publique, précisément le détournement des fonds publics, le président de la République a promis encore d'accroître la répression afin de combattre efficacement le phénomène.

Firmin Oyé

BOUENZA

Les Jeunes leaders s'engagent dans l'élevage des petits ruminants

Le président de la plateforme des Jeunes leaders d'opinions et acteurs de la société civile de la Bouenza, Guy Massala, a annoncé, le 11 avril à Brazzaville, avoir lancé, en collaboration avec les groupements paysans, un projet d'élevage des moutons à Loutété-village.

« L'élevage des petits ruminants est une stratégie d'intensification agricole clé pour les paysans, offrant une source rapide de revenus et une sécurisation alimentaire. Ces animaux, adaptés à l'intégration dans les exploitations agricoles, valorisent les résidus de récolte, fertilisent les terres et nécessitent moins d'investissement que les bovins, tout en renforçant la résilience en zone rurale », a indiqué Guy Massala. Il a affirmé que dans la Bouenza, il y a bien d'autres projets qui sont en cours, mais sollicite l'implication des partenaires afin d'encourager davantage les activités paysannes.

« Les petits ruminants sont souvent considérés comme une « épargne sur pied » mobilisable rapidement en cas de crise alimentaire grave. Ils remplissent des fonctions sociales importantes, notamment lors de cérémonies », a expliqué Jean Dieu-donné Kouba, un éleveur.

Ainsi donc, le président de la plateforme des Jeunes leaders d'opinions et acteurs de la société civile de la Bouenza affirme l'implication de son organisation à surmonter les défis persistants, notamment la nécessité d'œuvrer pour améliorer les techniques de production, de prophylaxie, de santé animale et de gestion des ressources fourragères. Face aux contraintes de pâturage, d'accès à l'eau, de zones protégées, les agriculteurs développent des stratégies d'élevage sédentaire ou semi-intensif. Dans le département



Guy Massala entouré des paysans/Adiac

de la Bouenza, l'élevage est couplé de plus en plus à l'agriculture, utilisant des déjections comme l'alimentation pour maximiser l'utilisation de la terre. Une transition est observée vers des pratiques plus durables et une meilleure gestion des terres.

« Nous sommes en train de travailler pour la valorisation locale de la farine de manioc, la transformation du maïs qui aide à augmenter la rentabilité. Par ailleurs, la nécessité d'investir dans le matériel agricole et de respecter les normes de durabilité est la préoccupation de la plateforme des Jeunes leaders d'opinions et acteurs de la société civile de la Bouenza. Sauf Loutété, nous allons nous intéresser aux autres districts de la Bouenza soit pour l'élevage soit pour l'agriculture ou bien à d'autres projets au bénéfice des communautés », a conclu Guy Massala.

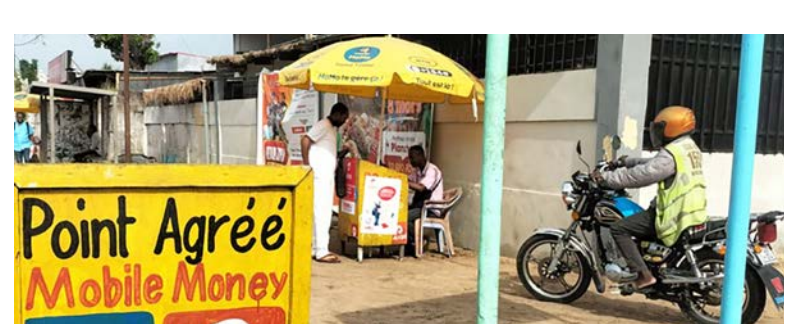
En effet, les cultures vivrières assurent la consommation familiale et permettent de vendre le surplus, particulièrement près des centres urbains comme Pointe-Noire ou Brazzaville. Le manioc, le maïs,

Fortuné Ibara

PRISE EN CHARGE

La jeunesse brazzavilloise dans sa débrouillardise quotidienne

Issue en grande partie de l'exode rurale, la jeunesse, diplômée ou non, se trouve dans la capitale congolaise, soit pour les études universitaires, soit pour simplement vouloir s'en sortir. Pour la plupart de jeunes, leur vie au quotidien ne relève, le plus souvent, que de la débrouillardise.



Séquence de vie de jeunes au quotidien à Brazzaville/Marie Alfred Ngoma

L'observation des activités de la jeunesse brazzavilloise, menée de fin février à début avril de cette année, démontre que, en grande partie, elle s'adonne, faute d'autre chose, aux activités susceptibles de lui rapporter un minimum de cash de survie au quotidien. Dans l'intervalle de cette période retenue, il y a eu les vacances scolaires, et surtout l'élection présidentielle de mars avec la réélection du président-candidat, Denis Sassou N'Guesso, dès le premier tour.

En dehors de l'activité de taxi-moto, nous avons recueilli le récit d'un jeune, nommé Delvis Walembockanda, pour les raisons du reportage : « J'ai obtenu mon baccalauréat en juin 2021 à Mouyondzi », confie-t-il à sa cabine téléphonique de Brazzaville, tout en se préoccupant en même temps d'envoyer le crédit d'appel à un client, le plus prompt de tous ceux qui, sans faire la queue, attendent, soit de recevoir de l'argent, soit d'en envoyer, ou simplement d'acheter deux ou trois tiges de cigarettes au détail.

« Je n'ai pas pu continuer mes études universitaires faute de soutien financier car, venu de Mouyondzi, vivre dans Brazzaville sans argent relevait de la mission impossible », explique-t-il. Et de rajouter : « A l'université, pour suivre un cours, il fallait au préalable se procurer une photocopie de 500F CFA ! »

« J'ai opté pour l'exercice de la fonction d'agent commercial de mobile money, où les conditions requises exigent un apport de fonds de près de 300 000 F CFA et la commission qui nous est rétribuée nous permet de survivre au quotidien », se justifie-t-il. Une journée idéale pour lui suppose qu'il la commence dès 7 h 30, pour la terminer aux alentours de 20 h. Chaque jour, il redoute le passage des policiers qui lui affligent des amendes relevant du domaine foncier. « D'un côté, c'est l'Etat qui nous demande de nous débrouiller, mais c'est le même Etat qui, à long terme de journée, nous impose de payer des taxes dont le rôle n'est aucunement explicite », déplore-t-il. Fier d'avoir effectué son devoir électoral le 15 mars dernier, il attend de vivre le mandat 2026-2031, « L'accélération vers le développement », dans un contexte où le nouveau gouvernement intégrera les jeunes dans leurs ambitions de vie, plutôt que de survie, recrutant d'office celles et ceux qui sont admis aux concours, comme cela se fait pour les recrutements dans l'armée où, dès l'enrôlement, la jeune recrue bénéficie de tous les avantages. Il espère aussi que tous les moyens seront mis en œuvre pour que soit définitivement mise en état de fonctionnement permanent l'électrification du pays, évitant ainsi la gêne perpétuelle et le temps perdu générés par les incessants délestages. C'est essentiel et, de son point de vue, il suffirait juste d'avoir la volonté d'entreprendre ces travaux immédiatement. Ainsi renaîtra l'espoir auprès des parents qui vont jusqu'à vendre leur bétail, leur parcelles de terrain, consacrent l'intégralité de gains de la tontine en vue de financer les études de leurs enfants, et pourtant, les enfants diplômés ou ayant réussi aux concours restent sans emploi au domicile familial.

Marie Alfred Ngoma

THÈSE DE DOCTORAT

Mention très honorable pour Destinée Hermella Doukaga

L'ancienne ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Destinée Hermella Doukaga, qui a soutenu le 13 avril sa thèse de doctorat intitulée « Décentralisation et croissance économique au Congo : le rôle des institutions », à la Faculté des sciences économiques et de gestion appliquée de l'université de Douala, au Cameroun, a recueilli la mention très honorable avec félicitations du jury.

Présenté et soutenu devant un jury composé d'éminents professeurs d'universités camerounaises, le travail de recherche scientifique a mis en lumière l'importance de la gouvernance locale dans la dynamique du développement économique en République du Congo. Deuxième questeuse de l'Assemblée nationale, Destinée Hermella Doukaga a défendu sa thèse avec assurance. Elle a répondu, en effet, avec pertinence aux nombreuses préoccupations des membres du jury, notamment sur l'originalité du sujet, la méthodologie adoptée ainsi que les objectifs poursuivis par cette recherche.

« Il y a beaucoup de travaux qui ont abordé la question de la décentralisation dans sa globalité, mais l'originalité que nous apportons, c'est d'abord le fait que très peu de travaux, sinon rarement, ont mis en exergue le rôle médiateur des institutions dans le cadre du processus de décentralisation... », a justifié la députée de la circonscription électorale unique



Destinée Hermella Doukaga posant avec les membres du jury/DR

de Nyanga, dans le département du Niari.

À l'issue de la présentation, de la séance de questions-réponses, le jury a attribué à l'impétrante la mention très honorable avec félicitations. Président du jury, le Pr Georges Dieudonné Mbondo s'est félicité de la dimension scientifique du travail présenté ainsi que de la pertinence des analyses développées. Il a été appuyé par les observations constructives des autres

membres du jury.

Une distinction académique qui vient ainsi couronner plusieurs années d'efforts, mais surtout ouvrir de nouvelles perspectives pour une contribution scientifique au développement du Congo. Elle fait désormais de Destinée Hermella Doukaga docteur en sciences économiques. Satisfaite de ce couronnement, elle s'est dit disposée à mettre les connaissances acquises au service des jeunes congolais et du déve-

loppement du pays. « Plusieurs motivations nous ont conduit à choisir ce thème. D'abord, c'est un thème d'actualité et d'expérience. Notre pays s'est lancé dans le processus de décentralisation depuis les années 2000, et il nous est arrivé de nous interroger sur la pertinence de la contribution de ce processus dans la croissance de l'économie nationale. C'est un sentiment de satisfaction de voir que finalement,

notre travail a été reconnu et a abouti à quelque chose. Cela nous satisfait et nous agrée énormément, car cette distinction nous pousse justement à mesurer les nouvelles responsabilités qui s'adressent à nous désormais », s'est réjouie l'impétrante.

L'ancienne ministre du Tourisme et des Loisirs a également souligné que ce doctorat constitue une étape importante dans son parcours, tout en affirmant sa volonté de poursuivre davantage ses travaux de recherche. Diplômée en génie mécanique de l'Université Marien-Ngouabi et détentrice d'un master en administration publique avec spécialité « État et organisations publiques » de l'université de Poitiers, en France, Destinée Hermella Doukaga vient, avec ce doctorat, de faire son entrée dans le cercle des chercheurs engagés. Son expertise pourrait servir les politiques publiques et accompagner les défis de la décentralisation ainsi que de la croissance économique en Afrique centrale.

Parfait Wilfried Douniama

HÔPITAL DE MAKÉLÉKÉLÉ

Un fonctionnaire chinois fait un don de sang pour sauver un patient

Unie pour la même cause, dans le cadre de la coopération sanitaire et multiforme, la République populaire de Chine considère depuis longtemps la République du Congo comme son meilleur partenaire et un peuple frère.

Le 9 avril, un patient congolais se trouvant entre la vie et la mort à l'Hôpital de référence de Makélékélé a eu la vie sauve grâce à un don de sang en urgence d'un fonctionnaire chinois. Après avoir contacté en vain plusieurs personnes, l'hôpital, dans cette situation critique, a recouru à Zhou Tao, un journaliste correspondant de CCTV qui s'était déjà rendu dans cet établissement. Interrogé pour ce geste d'humanité, Zhou Tao a déclaré : « C'est dans l'adversité que l'on reconnaît les vrais amis. Aujourd'hui, le sang d'un Chinois coule également dans les veines d'un Congolais. Les peuples chinois et congolais sont liés par le sang et se considèrent comme des frères ». Ce geste de générosité, a-t-il précisé, illustre parfaitement la fraternité qui unit la Chine et le Congo, où « les liens de sang sont plus forts que l'eau ».

En septembre 2025, les chefs d'État des deux pays ont annoncé conjointement qu'ils élevaient les relations bilatérales sino-congolaises au rang de « communauté de destin de haut niveau, par tous les temps ». Un po-

sitionnement historique marquant l'entrée des relations entre les deux pays dans une nouvelle phase de développement global et approfondi. L'amitié entre la Chine et le Congo ne se manifeste pas seulement à travers les échanges au plus haut niveau et la coopération gouvernementale. Les relations entre les deux peuples sont aussi profondément enracinées et durables. Les peuples des deux pays sont aussi proches que des frères, se soutiennent mutuellement et témoignent de leur profonde amitié fraternelle par des gestes simples et sincères.

La coopération entre la République du Congo et la République populaire de Chine, vieille de plus de 50 ans dans le domaine sanitaire, demeure très riche et ne cesse de progresser davantage. Elle se caractérise par des visites mutuelles au plus haut niveau entre les deux États pour se renforcer et se raffermir. En témoigne la mission du bureau de santé publique de la ville de Tianjin qui a séjourné au Congo.

Cette mission constituée d'une équipe de l'hôpital ophtalmologique de Tianjini, conduite par le Pr



Zhou Tao en consultation avant le don de sang/DR

Tan-Xin, a permis la mise en œuvre, courant août-septembre, d'un projet destiné à administrer des soins à 500 malades souffrant de la cataracte.

La coopération dite « lumière »

entre dans le cadre du renforcement des liens d'amitié et de coopération entre la Chine et le Congo. Elle a pour objectif, entre autres, d'évaluer le niveau de coopération sanitaire, notamment par la vi-

site des infrastructures sanitaires construites au nom de cette coopération ainsi que le plateau technique destiné à assurer des interventions chirurgicales à visée humanitaire.

Guy-Gervais Kitina

COOPÉRATION

L'UDSN et l'université de la province de Hainan travailleront pour des semences améliorées

La délégation de l'université de la province de Hainan, en République populaire de Chine, a conclu, le 3 avril dans la commune de Kintélé, avec l'Université Denis-Sassou-N'Gouesso (UDSN), de travailler dans la recherche des semences améliorées, notamment pour la production du manioc, du maïs et de la banane, afin de contribuer à la lutte contre l'insuffisance alimentaire au Congo.

Les semences améliorées désignent celles résultant d'une série de filières de production de semences adaptées à un domaine particulier, dotées d'un ensemble spécifique de pratiques, supérieures aux cultivars locaux à bien des égards et offrant à l'agriculteur la possibilité de récolter une quantité exceptionnelle de cultures grâce à leur potentiel génétique pour la production à grande échelle et d'obtenir une meilleure résistance aux ravageurs et aux maladies, et des périodes de maturation plus courtes.

« Nous sommes très fiers de recevoir cette délégation de l'Université de Hainan qui a mis en place la ligue des universités tropicales. L'UDSN a été reçue comme l'une des universités de l'Afrique subsaharienne. Nous avons effectué deux voyages suite à l'invitation des autorités de cette université. Et le projet que nous avons ensemble adopté, c'est sur les biotechnologies végétales. Ils



vont nous accompagner dans la recherche sur les semences améliorées, sur le manioc, le maïs, la patate, la banane. Dans un premier temps, on va élargir les champs de recherche », s'est exprimé le président de l'UDSN, le Pr Ange Antoine Abena.

Cette délégation chinoise est com-

posée de sept membres. Sa présence au Congo s'inscrit dans le cadre du protocole d'accord signé en 2022, visant à promouvoir la coopération académique et scientifique entre les deux parties, notamment à travers les échanges universitaires, la recherche conjointe et le partage d'expertise.

Les deux parties au terme des échanges /Adiac

L'université de Hainan a offert, à l'occasion, cinq bourses aux étudiants et cinq autres aux enseignants pour le renforcement de leurs capacités en Chine. Pour sa part, le chef de la délégation chinoise, vice-président de cette université, Chen Juin, a précisé que son séjour à Brazzaville a per-

mis d'échanger sur l'agriculture tropicale et les semences améliorées. L'agriculture tropicale est habituellement à forte densité de main-d'œuvre et rarement fortement industrialisée. Les grandes fermes, parfois appelées plantations, se spécialisent souvent dans la production de produits exportables.

En plus de la séance de travail avec l'UDSN, la délégation chinoise a signé un accord avec l'Université Marien-Ngouabi, s'inspirant du modèle de l'accord avec l'UDSN. Cet accord a été signé en présence de la ministre de l'Enseignement supérieur, la Pr Delphine Edith Emmanuel.

Le président de l'Université Marien-Ngouabi, le Pr Parisse Akouango, a indiqué que cet accord s'inscrit dans le cadre du développement de l'institution dans le secteur de l'agriculture et de la mer. Il permettra à l'université, à travers son école d'agronomie et de la foresterie, de bénéficier de l'expérience chinoise.

Fortuné Ibara

Les laboratoires de génie énergétique inaugurés

La ministre de l'Enseignement supérieur, Delphine Édith Emmanuel, a inauguré, le 10 avril à Kintélé, les laboratoires post-HTA-BT de génie électrique de l'École de l'hydraulique et génie de l'énergie de l'Université Denis-Sassou-N'Gouesso (UDSN).

Les laboratoires post-HTA-BT domotique, climatisation, commandes électriques et mesures électriques permettront aux étudiants d'approfondir la branche de la physique qui traite du domaine de l'électricité et de ses applications. Ils regroupent également les domaines du génie électrotechnique et du génie électronique ainsi que l'étude de domaine qui se réalise en physique dont l'application se fait dans le domaine industriel.

C'est une installation électrique qui transforme la haute tension 20 kV ou 20 000 V du réseau de distribution en basse tension inférieure à 1 kV ou 1 000 V. Le laboratoire de domotique est un ensemble de techniques informatiques, d'automatismes et de télécommunications qui vont permettre à l'étudiant de commander, d'automatiser les équipements d'une habitation en présentiel ou à distance. Le laboratoire de climatisation va servir à étudier, installer et maintenir les systèmes conçus pour maîtriser avec précision la température, l'humidité et la qualité de l'air.

Quant au laboratoire de commandes électriques, il permet aux étudiants de commander électriquement des systèmes électromécaniques, souvent centralisés dans une armoire de contrôle conçue pour gérer, automatiser et protéger le fonctionnement des mo-

teurs et des machines électriques. Par ailleurs, le laboratoire de mesures électriques permet de quantifier les grandeurs fondamentales d'un circuit électrique, intensité, tension, résistance, puissance, à l'aide d'appareils spécifiques.

L'école des mines de l'hydraulique et de l'énergie est désormais apte à aider ses étudiants à créer, innover, décider et à s'auto-prendre en charge dans les métiers de génie énergétique. L'initiative intègre l'exécution du plan stratégique de l'UDSN. Le Pr Ange Antoine Abena, président de l'UDSN, a rappelé que dans l'acte stratégique intitulé « Préparer les jeunes à l'emploi par la formation qualifiante », et dans l'action 2, « Garantir les atouts d'apprentissage et des compétences différentes en fin de formation afin de développer l'employabilité et servir les opportunités d'emploi et l'insertion professionnelle », la première activité de est de « Continuer l'enseignement et l'apprentissage en renforçant l'expérimentation pratique ».

Par la même occasion et afin de se projeter vers les écoles doctorales, le Pr Ange Antoine Abena a sollicité l'indulgence du président de la République pour l'inauguration prochaine d'un ensemble de laboratoires, notamment le laboratoire de contrôle de qualité des



La coupure du ruban par la ministre de l'Enseignement supérieur /Adiac

aliments; le laboratoire pour appuyer les énergies renouvelables, solaires, hydrogènes, éoliennes; le laboratoire des matériaux de construction; le laboratoire des géotechniques routières; le laboratoire du ciment; le laboratoire des sols de fondation; le laboratoire de télé-détection et géodésie et le laboratoire sur l'environnement. Actuellement, l'UDSN a déjà entamé l'évaluation interne de son plan stratégique qui sera suivi de l'évaluation externe afin d'élaborer le plan stratégique 2027-2031.

Emue de l'évolution des activités à

l'UDSN, la ministre de l'Enseignement supérieur a indiqué : « Alors qu'il a été élu sur le projet de société « Accélérons la marche », nous avons aussi à l'Université Denis-Sassou-N'Gouesso les signes de l'accélération de la marche. Oui, accélération de la marche dans la formation qui va être assurée. Elle ne va plus suffisamment être théorique, elle va être pratique. Dans le projet de société du président de la République, il ressort, en effet, que la formation doit être assurée au niveau théorique

que pratique ».

Delphine Édith Emmanuel a ajouté : « Nous allons former des jeunes et c'est le deuxième motif de satisfaction qui va pouvoir mettre en pratique les connaissances théoriques... Le troisième motif de satisfaction, c'est le fait que nous avons désormais une université qui va assurer des formations qualifiantes. C'est une évolution qualitative, notable, majeure, parce que l'université est ouverte sur la société ».

F.I.

MTN CONGO LANCE LA 2^e EDITION DU PROGRAMME MTN SKILLS ACADEMY

La Fondation MTN Congo a lancé le 8 avril à Brazzaville la deuxième édition nationale du programme MTN Skills Academy. Objectif affiché : dépasser 16 000 certifications numériques et faciliter l'accès à plus de 1 000 stages professionnels sur l'ensemble du territoire. Une ambition qui fait suite à une première édition ayant mobilisé près de 7 800 apprenants.

La salle de conférence du Grand Lancaster affichait complet le 8 avril. Étudiants, jeunes diplômés, chercheurs d'emploi : beaucoup avaient fait le déplacement pour comprendre ce qu'une certification numérique peut réellement changer dans un parcours professionnel.

La question n'est pas anodine. En République du Congo comme ailleurs, le diplôme ne suffit plus à ouvrir les portes.

encore plus fort avec les besoins du marché ».

Elle a également rappelé le rôle que le secteur privé peut jouer dans cette équation : non pas en substitution de l'État, mais à ses côtés - en cohérence avec le partenariat noué avec le ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique, mais aussi avec le secteur privé représenté par NSIA et UNICONGO.



ment à la construction de leur projet professionnel et d'une mise en relation progressive avec des entreprises partenaires, notamment à travers des

des structures chargées d'accompagner les participants tout au long du programme.

« Savoir se présenter, proposer des solutions, comprendre les attentes d'une entreprise - sans ça, les jeunes restent en marge du marché de l'emploi. »



Des résultats mesurables dès la première édition

La première édition avait mobilisé 7 785 apprenants et permis la délivrance de 15 657 certificats, avec à la clé plusieurs stages et contrats à durée déterminée. Des résultats qui ont convaincu la Fondation à poursuivre déploiement dudit programme.

Hervé Ngoulou, ancien bénéficiaire titulaire d'une licence en génie logiciel, résume ce que le programme a changé dans son parcours :

« Le stage m'a permis de comprendre la différence entre apprendre seul et travailler en entreprise. C'est là que tout a commencé à devenir concret. »

Pour Ronnie Nsafou Batchi, président de l'ONG Butterfly, également impliquée dans l'accompagnement des bénéficiaires de cette nouvelle cohorte, l'enjeu est aussi celui de l'accès à l'information : « Ce qui manque souvent à la jeunesse, ce sont l'information et les possibilités d'apprentissage. Avec Skills Academy, les jeunes peuvent

Ce que les recruteurs cherchent désormais, ce sont des profils capables d'évoluer dans des environnements de travail de plus en plus numérisés - et de le démontrer.

Un programme structuré sur sept mois MTN Skills Academy ne se limite pas à la délivrance de certifications en ligne. Sur une durée de sept mois, les participants bénéficient d'un accompagne-

ment à la construction de leur projet

professionnel et d'une mise en relation progressive avec des entreprises partenaires, notamment à travers des

obtenir des certifications qui renforcent réellement leur profil face aux recruteurs. »

Dans le public, Williams, étudiant en communication, ne perd pas une miette des échanges. Pour lui, le calcul est simple : sans certification, le CV reste muet - surtout pour un premier emploi.

Pour beaucoup de jeunes présents ce matin-là, l'enjeu n'est plus seulement de se former, mais de pouvoir enfin transformer ces compétences en première expérience professionnelle.

Un constat simple, une réponse structurée

C'est à partir de ce constat que Vanessa TSOUMA, directrice exécutive de la Fondation MTN Congo, a ouvert la cérémonie. « Le numérique crée de formidables opportunités, mais celles-ci n'ont de réel impact que si nos jeunes disposent des compétences adaptées pour les saisir. » Pour elle, cette deuxième édition s'inscrit dans une logique claire : « plus de contenus, davantage de compétences pratiques, et un alignement



DIPLOMATIE

Le Congo consolide ses liens avec la Chine et le Mozambique

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a échangé, le 17 avril à Brazzaville, avec le vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), Shao Hong, et l'ancien président du Mozambique, Joachim Chissano. Venus au Congo pour assister à la cérémonie de son investiture, les émissaires des présidents chinois, XI Jinping, et mozambicain, Daniel Francisco Chapo, ont réaffirmé leur attachement aux liens qu'entretient le Congo avec leurs pays respectifs.

Le vice-président de la CCP-PC, porteur des félicitations du peuple chinois, a salué, lors de son séjour, le développement rapide et dynamique des villes congolaises. Pour lui, il s'agit de franchir un nouveau palier dans le partenariat stratégique global conclu entre Brazzaville et Pékin. « *Il faut maintenant concrétiser les consensus dégagés par nos deux chefs d'État et notamment concernant la construction de notre communauté d'avenir partagée de haut niveau* », a estimé Shao Hong.

A travers cette rencontre, la Chine et le Congo entendent consolider leurs relations par le renforcement de la confiance politique, la promotion de la coopération pragmatique et pour la solidarité et la justice internationale. L'ancien président mozam-

bicain, Joachim Chissano, quant à lui, a remis à Denis Sassou N'Guesso un message écrit de la part du président Daniel Francisco Chapo visant à renforcer les relations d'amitié entre les deux pays. Leur entretien a permis de rappeler le rôle crucial du Congo durant la lutte pour l'indépendance de l'Afrique australe. En hommage à cette époque, l'ancien président était accompagné de la fille du premier président du Front de libération du Mozambique qui a salué la mémoire de feu président Marien Ngouabi, considéré comme « héros au Mozambique » pour son soutien au mouvement de libération. « *Le discours du président renforce notre pensée et ouvre des chemins pour une coopération entre nos*



pays, parce que les objectifs d'accélérer le développement afin d'arriver à une indépendance économique sont les mêmes », a expliqué l'ex président mozambicain,

Joachim Chissano.

Les échanges entre le chef de l'État et ces émissaires diplomatiques soulignent la place centrale qu'occupe Brazzaville sur l'échiquier in-

ternational, entre fidélité aux alliés historiques africains et renforcement des axes de coopération avec les grandes puissances mondiales.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

Renforcement de l'axe Brazzaville-Kigali

Arrivé à Brazzaville pour assister à la cérémonie d'investiture de son homologue congolais, le président rwandais, Paul Kagame, a été reçu le 15 avril par Denis Sassou N'Guesso avec lequel il a discuté, entre autres, des affaires courantes, notamment de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécfa).



Poignée de main entre Denis Sassou N'Guesso et Paul Kagame./DR

La rencontre entre les deux chefs d'État a été une occasion de passer en revue l'état de la coopération bilatérale, encadrée par de nombreux accords qu'ils ont souhaités redynamiser. Appelant le président Denis Sassou N'Guesso « grand frère », le dirigeant rwandais a souligné l'excellence des liens d'amitié qui unissent les deux nations. « *Nous faisons en sorte que notre coopération avance d'un cran un peu plus chaque jour* », a indiqué Paul Kagame, déclarant que le travail sur plusieurs accords allait débuter immédiatement.

Au-delà des liens d'amitié, les échanges approfondis entre les deux présidents ont porté sur les défis majeurs du continent africain, à savoir la Zlécfa. A quatre ans de la mise en œuvre effective de ce grand marché africain, Denis Sassou N'Guesso et Paul Kagame ont réaffirmé leur détermination à lever les obstacles. « *Nous devons être prêts à mettre en œuvre la Zlécfa. Nous avons aussi notre manière de faire qui est africaine. Les problèmes, il y en a et nous pourrions les résoudre du mieux que nous pourrions* », a expliqué le président rwandais.

En s'affichant aux côtés de son homologue pour son nouveau mandat, Paul Kagame consolide un partenariat stratégique au bénéfice mutuel des peuples congolais et rwandais.

J.P.M.S.

INVESTITURE DU PRÉSIDENT DENIS SASSOU N'GUESO

La cérémonie suivie en direct à l'ambassade du Congo à Paris

À l'initiative de l'ambassadeur Rodolphe Adada, la salle verte de l'ambassade de la République du Congo à Paris a ouvert ses portes pour suivre en direct la cérémonie d'investiture du président Denis Sassou N'Guesso, réélu à 94,90 des suffrages exprimés, lors de l'élection présidentielle du 12 et 15 mars.

La fan zone patriotique de circonstance du 16 avril, constituée en grande partie du personnel diplomatique et autres agents, s'est rassemblée autour du ministre conseiller, Armand Rémy Balloud-Tabawé, dans la salle verte de l'ambassade, pour suivre en direct les festivités du fait constitutionnel majeur se déroulant au stade du complexe sportif de la Concorde de Kintélé, au Nord-Est de Brazzaville.

Dans un esprit patriotique, sur écran géant, la fan zone et l'assistance ont pu suivre la cérémonie dès son tout début et jusqu'à la fin, celle-ci ayant commencé par l'entrée des personnalités au stade accueillies par un public déjà échauffé par un soleil tropical de beaux jours. Sitôt leur installation achevée a été solennellement entonné l'hymne La Congolaise.

Le grand moment attendu a été l'apparition du nouveau président dans l'arène aux alentours de 13h. Appelé à se présenter devant la Cour constitutionnelle, il a prêté serment en s'engageant à « respecter et de faire respecter la Constitution et les lois ; de défendre la Nation et la forme républicaine de l'État ; de remplir loyalement les hautes fonctions que la Nation et le peuple m'ont confiées ; de garantir la paix et la justice à tous ; de pré-



Vue partielle de la salle verte lors de la retransmission de la cérémonie d'investiture du 16 avril 2026 au complexe sportif de Kintélé./DR

server l'unité nationale, l'intégrité du territoire national, la souveraineté et l'indépendance nationale». Il s'est vu remettre les insignes du pouvoir et a signé l'acte d'investiture, étape constitutionnelle légitimant l'exercice de la fonction de président de la République.

Le nouveau président a reçu les félicitations de son épouse, de ses homologues et toutes les autres personnalités présentes à cette cérémonie qui s'est clôturée par un défilé militaire avec, à la parade, les branches des forces armées et celles de la sécurité.

La fan zone s'est refermée avec des participants qui ont, pour la plupart, gardé en mémoire les propos du nouveau président résumés

avec une note d'espoir : « *Peuple congolais résilient, souviens-toi de conserver une âme toujours éclairée devant les aspérités des difficultés et des obstacles. Allons de l'avant avec encore plus d'audace. Tu as raison d'espérer non pas parce que l'espérance est la dernière des déesses, mais parce que le seul espoir qu'on puisse avoir, c'est soi-même... Guidés par le triptyque de notre belle devise Unité-Travail-Progrès, la boussole qui oriente notre action, bien ancrée dans le solide boîtier de la paix, engageons-nous résolument dans la marche accélérée vers le développement, pour que : Vive la République ! Vive le Congo !* ».

Marie Alfred Ngoma

AMBASSADE DU CONGO EN FRANCE

Rodolphe Adada procède à une explication de textes

L'ambassadeur de la République du Congo en France s'est entretenu avec la presse conduite par Christian-Martial Poos de Télécongo au lendemain de l'investiture et de l'installation du président Denis Sassou N'Guesso

L'exercice de style s'est déroulé le 17 avril à l'ambassade de la République du Congo à Paris. D'emblée, Rodolphe Adada a expliqué qu'après l'éclatante victoire du président-candidat réélu à 94,90% des suffrages exprimés, la suite logique passait par la formalisation constitutionnelle.

En clair, « il nous faut formaliser tout cela pour dire que le président est maintenant en fonction, que le mandat ancien est à présent terminé et que le mandat nouveau commence », a-t-il précisé, en rappelant que les questions relevant de l'État doivent être mises dans certaines formes juridiques, d'où la prestation de serment du président de la République élu faisant l'objet d'une audience publique judiciaire de la part de la Cour constitutionnelle.

Cette cérémonie de prestation de



Rodolphe Adada en interview avec Christian-Martial Poos de Télécongo/DR

serment et d'installation a eu lieu le 16 avril au stade de la Concorde de Kintélé, en présence de plusieurs chefs d'État et de gouvernement, d'envoyés spéciaux des

chefs d'État et de représentants des organisations régionales et internationales. « Jour de fête, jour de la République du Congo, jour de la Nation, une fête publique

en montrant au monde entier l'interaction avec les autres pays », a confié l'ambassadeur congolais, heureux d'avoir assisté à une cérémonie de dimension

internationale où tous les continents étaient représentés. « En réalité, le monde entier est informé que le président Denis Sassou N'Guesso est élu à 94,90% des suffrages exprimés, a été installé, et c'est la personne qui doit porter la voix de la République du Congo à travers le monde », a-t-il précisé.

Moment de solennité et de gravité au cours duquel le président a dit que l'élection est terminée, que la campagne électorale est terminée. Il est devenu le président de tous les Congolais. Il a rappelé les propositions qu'il avait faites, qui ont été acceptées par le peuple congolais. Désormais, toutes ces propositions peuvent être considérées par la population comme devenant le programme de travail. Il est nécessaire maintenant que tous se mettent au travail.

Marie Alfred Ngoma

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

N° F-DAO-001-SNR-CGMP-2026

N° F-DAO-002-SNR-CGMP-2026

Objet : Acquisition de machines agricoles et de véhicules

- Le présent avis d'appel d'offres fait suite à l'approbation par la note N° 0028/MFBPP/DGCMP/DIA/SA du 10 avril 2026 de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics.
- Le Service National de Reboisement (SNR) a obtenu, dans le cadre de son budget d'investissement exercice 2026, les fonds nécessaires pour financer l'opérationnalisation de son programme d'activités.
- Le SNR prévoit d'utiliser une partie de ces ressources pour l'acquisition de :
 - Machine agricole (Tracteur)
 - Véhicules (Pick-up)
- Le SNR sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles répondant aux qualifications requises pour la fourniture de matériels roulants.
- La passation du marché sera conduite par appel d'offres ouvert, conformément au code des marchés publics.

DOSSIERS & CONDITIONS DE PARTICIPATION

Service National de Reboisement (SNR)

BP : 839 - Pointe-Noire

Tél : 05 714 05 02 / 06 994 08 36

Email : secretariat.dir@gmail.com

Dossiers d'appel d'offres :

- DAO N° F-DAO-001-CGMP-2026 : Acquisition Tracteur Agricole
 - DAO N° F-DAO-002-CGMP-2026 : Acquisition des Véhicules
- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Présidente de la Cellule de Gestion des Marchés Publics du SNR et consulter les documents d'appel d'offres à l'adresse ci-dessus.
 - Les candidats ne peuvent soumissionner qu'à une seule offre (au choix).
 - Le SNR attribuera le marché au candidat dont l'offre répondra aux critères de qualification définis dans le dossier d'appel d'offres.
 - Le dossier d'appel d'offres est disponible contre un paiement non remboursable de 100 000 FCFA par offre, payable en espèces ou par chèque libellé au nom du SNR.

SOUMISSION & CONDITIONS FINANCIÈRES

Garantie d'offre :

- Offre n°1 : 1 000 000 FCFA
- Offre n°2 : 1 000 000 FCFA

Chaque offre devra être accompagnée d'une garantie d'offre d'un montant d'un million (1 000 000) FCFA, payable par chèque certifié au nom du SNR.

Cette garantie est récupérable après adjudication.

Dépôt des offres :

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Permanent de la Cellule de Gestion des Marchés Publics du SNR, au plus tard le : 13 mai 2026 à 14h00 (heure locale TU+1)

Ouverture des plis :

Les offres seront ouvertes en séance publique le 15 mai 2026 à 14h00, en présence des représentants des candidats.

Validité des offres :

Les offres resteront valides pendant 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Mention obligatoire sur l'enveloppe :

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : Toute offre déposée hors délai sera rejetée.

Fait à Pointe-Noire, le 22 Avril 2026

Le Directeur du SNR



Idévert Madel MOUNKALA MABANZA

ZOPACAS

Le Congo a fait entendre sa voix à Rio de Janeiro

Réunis les 8 et 9 avril derniers, à Rio de Janeiro au Brésil, les ministres des Affaires étrangères de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (Zopacas) ont pris plusieurs décisions dont la signature de la Déclaration de Rio, de la Stratégie et de la Convention pour la protection de l'environnement marin. Le Congo y a été représenté par le ministre Jean-Claude Gakosso.

Les participants ont pendant les deux jours des travaux centré leurs discussions autour des questions de la paix, de la sécurité maritime et de la coopération entre les pays de la zone dite de l'Atlantique Sud. Le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, qui a représenté le Congo à cette neuvième réunion interministérielle, a appelé à une coordination accrue des Etats membres face aux défis émergents.

« Aujourd'hui, plus que jamais, notre communauté doit renforcer son unité afin de faire entendre sa voix. Une voix qui doit être puissante, dans un monde marqué par des tensions géopolitiques d'une extrême gravité, des bouleversements économiques sans précédent, de dangereuses crises sanitaires et d'immenses risques sécuritaires », a appelé Jean-Claude Gakosso.

Analysant l'actualité internationale, le ministre congolais des Affaires étrangères a déploré le fait que « la loi de la force supplante allègrement la force de la loi ». L'orgueil et la vanité sèment la terreur et la désolation, sous les yeux de la Zopacas. Une organisation qu'il considère comme étant un cadre privilégié de dialogue, de solidarité et d'action



Jean-Claude Gakosso délivrant le message de la délégation congolaise./DR

collective entre des peuples unis par une histoire commune, faite de résistance et de résilience ainsi que d'une ambition partagée vers l'émancipation, le progrès et le développement.

Pour Jean-Claude Gakosso, ce qui se passe actuellement dans le monde décapite au passage l'architecture organisationnelle de certains Etats et menace de réduire au silence le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples, tel qu'il a été canonisé par la Décla-

ration universelle des droits de l'Homme adoptée par les Nations unies en 1948. « Pour mon pays, la République du Congo, notre Organisation représente bien plus qu'un cadre institutionnel. Elle est l'expression d'une communauté de destin. Face aux incertitudes, face aux périls auxquels notre monde est aujourd'hui exposé, nous considérons que notre unité et notre cohésion constituent notre force principale. Pour mon pays, la Zopacas demeure

un levier essentiel pour la non-prolifération des armes en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Pour nous, ceux qui pensent que posséder les armes nucléaires est vertueux, se trompent largement, ne serait-ce que parce que ces armes sont capables d'annihiler toute vie sur notre planète bleue », a-t-il réprécisé.

Le chef de la délégation congolaise s'est dit, par ailleurs, persuadé que les pays membres de la Zopacas pourront bâtir un avenir

solide, fondé sur la justice, la paix, la prospérité et la dignité pour tous les peuples du monde. Pour cela, il suffit de conjuguer leurs efforts, renforcer leur solidarité tout en affirmant leur volonté politique commune. « Je voudrais réaffirmer l'engagement de la République du Congo, sous le leadership de son excellence M. Denis Sassou N'Guesso, à œuvrer avec force et vigueur, aux côtés des autres Etats membres ici représentés, pour faire de la Zopacas, à travers notamment la Déclaration de Rio à laquelle nous adhérons sans réserve, un acteur majeur de la coopération internationale et du dialogue constructif, un vecteur du développement durable et de prospérité pour la multitude à travers le monde », a conclu le ministre Jean-Claude Gakosso.

Créée en 1986 sous l'égide du Brésil, la Zopacas regroupe actuellement vingt-quatre pays dont vingt et un de l'Afrique et trois de l'Amérique du Sud. La position géographique fait de ces pays des gardiens des côtes de l'océan Atlantique. Elle a pour objectifs, entre autres, de protéger cet espace de tout conflit, le garder à l'abri de la course vers le surarmement et le nucléaire, protéger ses ressources naturelles, notamment son fond marin.

Parfait Wilfried Douniama

PARLEMENT PANAFRICAIN

L'Algérie sollicite le soutien du Congo pour sa candidature

L'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Algérie au Congo, Riache Azeddine, a échangé le 14 avril à Brazzaville avec les présidents du Sénat, Pierre Ngolo, et de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba. Cette rencontre portait sur la consolidation des relations bilatérales entre les parlements des deux pays.

Les échanges entre l'ambassadeur de l'Algérie au Congo et les présidents des deux chambres du parlement ont mis à profit plusieurs sujets concernant la coopération entre les deux pays et les questions africaines.

Représentant son pays, Riache Azeddine a réaffirmé, dans ses propos, le plein soutien et la disponibilité du gouvernement algérien d'accompagner les efforts du Congo dans la mise en œuvre du programme de développement dans le cadre du nouveau quinquennat 2026-2031. Il a tenu à saluer l'excellente initiative des sénateurs africains avec la création d'une association qui va renforcer la consultation et la solidarité entre les sénats afri-

cains. A cet effet, le président du Sénat, Pierre Ngolo, est attendu prochainement en Algérie pour une visite. « Nous allons aussi travailler sur une visite des membres du groupe d'amitié parlementaire du Sénat et de l'Assemblée nationale en Algérie », a indiqué l'ambassadeur Riache Azeddine.

L'autre point abordé entre l'ambassadeur et les présidents des chambres parlementaires a été la candidature de l'Algérie à la présidence du parlement panafricain. « A travers cette candidature, l'Algérie a l'ambition de travailler avec les pays africains et plus particulièrement les pays frères et amis tels que le Congo pour dy-



L'ambassadeur d'Algérie au Congo, Riache Azeddine./DR

namiser l'action de cette institution africaine vers l'efficacité et un rôle plus visible sur le plan africain » ; a-t-il dit pour consolider les valeurs et principes panafricains tels que la solidarité, la fraternité, la paix, la sécurité et le développement.

Pour terminer, l'ambassadeur a félicité le président Denis Sassou N'Guesso pour sa réélection à la présidentielle des 12 et 15 mars et exprimé les vœux du président de l'Algérie, Abdelmadjid Tebboune, et de l'ensemble du peuple algérien, pour un plein succès dans l'exécution de son projet de société « L'accélération de la marche vers le développement ».

Jean Pascal Mongo-Slyhm

HOMMAGE

La mémoire de Youri Gagarine honorée

Le 11 avril dernier, la Maison russe a vibré au rythme de la mémoire et de l'inspiration scientifique à l'occasion d'une double célébration : le dévoilement d'une murale en hommage à Youri Gagarine, suivi d'une cérémonie de dépôt de gerbes de fleurs.

C'est dans une atmosphère solennelle que politiques, diplomates, étudiants et passionnés d'aéronautique s'étaient réunis pour rendre hommage à la figure emblématique de la conquête spatiale. Né en 1934 et disparu en 1968, Youri Gagarine reste à jamais inscrit dans l'histoire comme le premier homme à avoir voyagé dans l'espace, le 12 avril 1961, à bord de la mission Vostok 1. Son exploit, au cœur de la guerre froide, a marqué le début de l'exploration spatiale moderne et ouvert la voie à des avancées technologiques majeures.

Dans son mot de circonstance, Maria Fakhrutdinova, directrice de la Maison russe, a rappelé la portée universelle de cet événement historique. « *Aujourd'hui, nous sommes réunis pour une date phare pour le monde entier : la conquête de l'espace. Le 12 avril 1961, un homme, Youri Gagarine, a eu le courage d'ouvrir une nouvelle ère pour l'humanité* », a-t-elle déclaré. Elle a souligné que cet héritage dépasse le cadre scientifique. « *Grâce à cet acte, nous découvrons encore aujourd'hui de nouvelles possibilités. C'est une source d'inspiration pour la jeunesse, pour rêver grand et construire des projets*



Les officiels après avoir déposé la gerbe de fleurs devant le buste de Youri/Adiac

utiles à la société », a-t-elle estimé. Dans cette dynamique du 65e anniversaire de l'exploit de Youri Gagarine, la Maison russe a proclamé

le mois d'avril « Mois de l'espace », annonçant une série d'activités éducatives et culturelles destinées à sensibiliser les jeunes aux métiers de

l'air et de l'espace, mais aussi à leur impact sur le quotidien.

De son côté, Jean-Louis Osso, conseiller du chef de l'État en charge

des Transports et de l'Aviation civile, a salué l'initiative tout en lançant un appel fort à la jeunesse. « *L'aviation et l'espace sont des domaines qui peuvent sembler lointains, voire intimidants. Mais il faut dépasser cette peur, briser l'ignorance et aller vers la connaissance. Ce sont des métiers d'avenir* », a-t-il fait savoir.

Le dévoilement de la murale, réalisée en collaboration avec un artiste local, est venu donner une dimension artistique à cet hommage, inscrivant durablement la figure de Gagarine dans le paysage urbain brazzavillois. Le geste symbolique de la pose de gerbes de fleurs devant le buste de Youri Gagarine par Maria Fakhrutdinova, la chargée d'affaires par intérim de la fédération de Russie en République du Congo, Sofia Alexandrovna Sitnikova, et le conseiller Jean-Louis Osso, quant à lui, a renforcé le caractère mémoriel de la cérémonie.

En dévoilant la murale en l'honneur de Youri, la Maison russe positionne l'ouverture de Brazzaville aux grandes figures de l'histoire mondiale et rappelle, à sa manière, que les rêves d'exploration et de progrès n'ont pas de frontières.

Merveille Jessica Atipo

DIASPORA

Norbat de Paris reçu à l'ambassade du Congo en France

Norbat de Paris, figure de proue de la diaspora culturelle congolaise en France, a été reçu, le 10 avril, en audience à l'ambassade du Congo à Paris.

Accompagné de son Manager Anaclet La Couronne, Norbat de Paris a franchi les marches de la «Maison commune», expression consacrée pour désigner le siège de l'ambassade du Congo à Paris, où il a été tout d'abord reçu par l'ambassadeur, Rodolphe Adada, pour les civilités d'usage, avant de poursuivre par une séance de travail avec le ministre conseiller, Armand Rémy Balloud-Tabawé, et Larissa Ondzie Ongogni, conseillère à la diaspora.

Il a été déterminé à exprimer son patriotisme et surtout à prôner «le vivre ensemble», maître mot du vœu le plus ardent de ses propos à cette audience. Tout le long des échanges, il s'est employé à faire passer ce message. C'est le même qu'il prône au sein de la diaspora, notamment auprès des jeunes lorsqu'il les encourage à entreprendre afin de garantir leur épanouissement socio-professionnel. Et, d'ailleurs, il a rappelé que les

premières paroles de son opus «N'goma ya la Sape», actuellement dans les playlist, font place à la paix par le biais de la culture congolaise. Autre rappel, c'est celui d'avoir été parmi les artistes invités au concert de la paix de Roga Roga au Zénith de Paris.

Sur la place de Paris, Norbat de Paris s'est exprimé en ces termes : « *Nous nous inscrivons résolument dans une dynamique de mobilisation collective visant à consolider la paix, renforcer la cohésion et, fédérer les filles et les fils de la diaspora congolaise en parfaite adéquation avec la vision d'unité et du rassemblement portée par le président réélu, Denis Sassou N'Guesso* ».

À ce jour, selon les spécialistes, Djo Balard et Norbat de Paris, roi du shopping de juin 2015, constituent les deux leaders incontestés de la Sape. En ce qui le concerne, Norbat de Paris est créateur de contenu et se positionne comme un « pa-



cifiste » et un leader d'opinion cherchant à unir les Congolais et à valoriser la culture. En tant qu'artiste, sollicitant au passage un éventuel appui institutionnel, il compte réaliser plusieurs projets culturels en République du Congo.

« *La République du Congo, notre cher beau pays et notre patrimoine commun, a besoin de toutes ses filles et tous ses fils pour son développement, un développement tous azimuts* », a répondu le ministre conseiller à son hôte du jour.

Et de rappeler que « *chacun de nous dans sa sphère d'activité, sportive, culturelle, associative et bien d'autres secteurs, devrait se considérer comme un ambassadeur, un porte-étendard et un fervent défenseur des intérêts du Congo* » et, paraphrasant l'ambassadeur Rodolphe Adada, il a ajouté que « les portes de «la Maison commune» sont largement ouvertes aux compatriotes ».

Marie Alfred Ngoma

REVITALISATION DES SPORTS ET LOISIRS

Denis Sassou N'Guesso promet d'y veiller personnellement

Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a souligné lors de son discours d'investiture, le 16 avril dernier à Kintélé, qu'il veillera personnellement au cours de ce quinquennat à la revitalisation des sports et loisirs « pour un renouveau certain » en République du Congo.

Le président de la République a annoncé une nouvelle qui entretient de l'espoir chez les sportifs. Cette réaction tant attendue confirme une thèse bien connue : le développement du sport est une volonté politique. La transformation de la parole aux actes fera sans aucun doute passer ce secteur en perte de vitesse à une autre dimension car le sport congolais a perdu tous ses repères.

Les statistiques des indicateurs de performances sportives du Congo restent peu reluisantes. Le sport était sur le point de renaître après les Jeux africains de Brazzaville en 2015 comme en témoignent les résultats et les infrastructures construites dans tout le pays. Les Diables rouges avaient glané au total trente-deux médailles dont huit en or, quatre en argent et dix-neuf en bronze, se classant sixièmes.

Mais les résultats de ces dernières années ont démontré la difficulté de s'inscrire dans la durée. Aux Jeux africains du

Maroc en 2019, le Congo a occupé la 34e place avec trois médailles (Une d'argent et deux de bronze) puis en 2024 à Accra, au Ghana, les Diables rouges se classaient à la 39e place avec cinq médailles de bronze.

Les causes de ce déclin sont multiples. A côté des primes des athlètes impayées ou revues à la baisse, le manque de financement ayant conduit certaines fédérations et non pas les moindres (Karaté, volleyball, athlétisme...) à renoncer à la participation à plusieurs compétitions internationales, a confirmé cette évidence.

Et les athlètes abandonnés à leur triste sort y voient déjà le bout du tunnel

L'intervention du président de la République pourrait changer la donne dans la résolution des conflits entre le ministère des Sports et les fédérations sportives. Au football, par exemple, le ballon ne roule plus. Le championnat national et même la Coupe du Congo instituée par

décret présidentiel ne se jouent plus depuis deux ans. Cette décision a eu des répercussions sur la participation des équipes congolaises aux compétitions africaines. Les clubs non subventionnés par l'Etat peinent à trouver des sponsors. Dans ces conditions, il est difficile pour eux de rivaliser avec les équipes les plus huppées du continent. Le handball, la discipline qui a fait rêver les Congolais grâce à son élogieux palmarès, a été aussi secouée. La Fédération nationale et la Dynamique pour le réveil du handball congolais sont diamétralement opposées. Ce genre de conflit ne peut se résoudre que par un vrai dialogue.

Le renouveau s'impose sans perdre de vue l'idée de rassembler les sportifs autour de la même mission : rendre le sport congolais compétitif à l'échelle internationale. Cela est possible à condition que chacun joue sa partition. Les fédérations doivent s'occuper de la préparation technique des athlètes. A

son tour, l'Etat devra apporter les moyens qu'il faut pour atteindre les objectifs fixés.

Quand le président de la République prenait les choses en main

En rappel, le sport congolais a toujours tiré un meilleur profit de l'implication personnelle du chef de l'Etat. Les exemples sont légion. En 2005, une année après l'organisation réussie des 14^{es} Championnats d'Afrique d'athlétisme à Brazzaville, il avait créé le Centre national de formation de football (CNFF). Au terme de deux ans, les Diables rouges des moins de 20 ans remportaient la Coupe d'Afrique des nations (CAN) à Brazzaville, se qualifiant ainsi pour la Coupe du monde de la catégorie au Canada. Grâce à ce centre, le Congo a remporté deux fois la médaille d'or aux Jeux de la Francophonie, en 2009 à Beyrouth, au Liban, et en 2013 à Nice, en France. Chez les moins de 17 ans, le Congo a glané la médaille de bronze lors de

la CAN 2011 au Rwanda et a aussi joué la Coupe du monde de la catégorie la même année. Aujourd'hui, le CNFF est devenu l'ombre de lui-même et aucune initiative visant à lui donner un second souffle n'a été prise.

Le président de la République avait mis la Fédération congolaise de football et le ministère des Sports face à leurs responsabilités en déclarant que « *Le Congo est une nation de football il lui faut un entraîneur de renom* ». Sur la base de cette déclaration, Claude Le Roy fut engagé et le Congo avait réussi à briser le plafond de verre en se qualifiant à la phase finale de la CAN 2015 quinze ans après. Depuis lors, plus rien.

Le mal étant profond, il ne reste plus qu'à transformer les paroles en actes pour relever le défi. Car en un demi-siècle de participation, les talentueuses générations d'athlètes congolais qui se sont succédé n'ont jamais réussi à offrir au pays sa première médaille aux Jeux Olympiques.

La Rédaction

EVENT EXPO AFRICA

Brazzaville accueille un salon dédié aux métiers de l'événementiel

Porté par une volonté de structuration et de valorisation d'un secteur en pleine croissance, « Event Expo Africa » tiendra sa première édition les 24 et 25 avril à Brazzaville. À l'initiative de Jeanne Alexandra Ngoya, ce rendez-vous ambitionne de faire de l'événementiel un véritable levier économique et un espace d'opportunités pour la jeunesse.

Mettre en lumière un secteur souvent réduit à sa dimension festive, telle est l'ambition de la première édition d'Event Expo Africa placé sur le thème « L'innovation des services, des métiers de l'événementiel et du spectacle ». Derrière chaque événement, rappelle sa fondatrice Jeanne Alexandra Ngoya, se cache une chaîne de compétences et de métiers encore méconnus du grand public.

« *L'événementiel est un véritable écosystème. Il ne se limite plus à l'organisation de manifestations ponctuelles mais s'impose aujourd'hui comme un véritable moteur de croissance, d'innovation et de structuration économique* », explique-t-elle. Graphistes, techniciens, logisticiens, scénographes, communicants ou encore médias, autant d'acteurs qui participent à la réussite d'un projet événementiel. Pourtant, au Congo, ce secteur reste peu structuré malgré son dynamisme croissant.

À travers ce salon, l'objectif est double. D'une part, rassembler les professionnels afin d'analyser les réalités du terrain, identifier les freins et envisager des perspectives de structuration. D'autre part, ouvrir ce domaine aux jeunes

en quête d'orientation, en leur présentant la diversité des métiers qu'il offre. A cet effet, Event Expo Africa proposera une réflexion stratégique autour du rôle de l'événementiel dans le développement des économies africaines. Une session qui explorera les enjeux structurels du secteur, son potentiel de transformation et les opportunités qu'il représente pour les entrepreneurs, les institutions, les investisseurs et les créatifs.

La première journée sera ainsi consacrée aux professionnels du secteur, avec des échanges axés

sur les enjeux, les pratiques et les perspectives de développement à court, moyen et long terme. La seconde journée, ouverte aux entreprises et au grand public, proposera conférences, master-classes, panels interactifs et un walking dinner. Des intervenants venus de Brazzaville, Pointe-Noire, Kinshasa et d'autres horizons de la sous-région partageront leurs expériences.

Pour Jeanne Alexandra Ngoya, l'enjeu dépasse les frontières nationales. « L'idée est de faire de Brazzaville un hub de l'événementiel en

Afrique centrale », souligne-t-elle. À terme, Event Expo Africa ambitionne de s'exporter dans d'autres pays, tout en attirant des participants internationaux vers la capitale congolaise.

Dans un contexte marqué par la rareté des emplois publics, la fondatrice voit dans l'événementiel une opportunité concrète d'auto-emploi et de création de valeur. « Les gens exercent déjà, mais il faut davantage de structuration, de formation et de collaboration entre les acteurs », insiste-t-elle.

Ouvert aux professionnels, aux entreprises, aux institutions, mais aussi aux passionnés et curieux, le salon se veut inclusif et porteur de solutions. Il se positionne comme un espace de réflexion, de réseautage et de construction collective. Avec cette première édition, Brazzaville pourrait bien poser les bases d'un rendez-vous annuel incontournable, capable de dynamiser durablement le secteur et d'en faire un moteur de développement économique.

Gloria Imelda Lossele



CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Makaya- O'Neal Kassakanga Louise Keren.

Je désire désormais être appelée Makaya-O'Neal Keren.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois.

On m'appelle Bonazebi-Bikoyi Suzie Gesie

Je désire désormais être appelée Ngombé Suzie Gesie Bernicia.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois.

LUTTE CONTRE LA POLLUTION

Des réflexions pour requalifier les déchets plastiques en produits R

L'atelier « Requalifier les déchets plastiques : de nuisances à ressources stratégiques » initié par l'organisation non gouvernementale ACH Environnement a pris fin le 3 avril, au musée Cercle africain de Pointe-Noire, par la déclaration sur la requalification de ces déchets.

Les représentations des institutions publiques, les collectivités locales, le secteur privé, la société civile, les associations du réseau Climat Congo, les communautés locales, les jeunes et les femmes ont pris part à l'atelier pour échanger et partager les expériences en vue de la requalification des déchets plastiques, véritables menaces pour l'environnement, la santé publique, la biodiversité et l'économie locale.

Ulrich Mavopa Ibouanga, directeur départemental de l'Environnement à Pointe-Noire, s'est réjoui de la tenue de cet atelier. Il a indiqué que la gestion des déchets plastiques est un défi majeur aussi bien au niveau mondial qu'au Congo. D'où l'adoption de plusieurs textes réglementaires pour juguler ce problème préoccupant. C'est le cas, entre autres, de la loi n° 33 -2023 du 17 novembre 2023 portant gestion durable de l'environnement en République du Congo, mais aussi du décret 2011-485 du 20 juillet 2011 réglementant la production, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des sachets et films en plastique.

Eu égard aux limites constatées par les approches actuelles, no-



Les participants à l'atelier «Requalifier les déchets plastiques «/Adiac

tamment celles axées sur l'élimination et l'interdiction des matières plastiques polluantes, une autre paraît inéluctable, celle de considérer le déchet plastique comme un produit capable d'apporter de la valeur ajoutée. « Aujourd'hui, nous ne présentons pas un concept : le produit R, nous présentons un changement de modèles permettant de gérer les déchets afin qu'ils créent de la valeur ajoutée. Le produit R, ressource stratégique, peut ainsi amener une richesse sur notre territoire », a dit Benn Mpoussa Awassa, secrétaire exécutif de ACH Environ-

nement.

En présentant les objectifs de l'atelier, Guy Blanchard Okeri, coordonnateur du Réseau Climat Congo a renchéri: « Cet atelier représente une opportunité de transformer notre approche face aux déchets plastiques. En requalifiant ces matériaux en produits R, nous créerons ainsi des emplois dans divers secteurs innovants et durables. Le produit R étant ce plastique usagé, requalifié, normé et intégré dans une chaîne de valeur économique, sociale, environnementale durable en tant que bien réutilisable,

recyclage et ressource stratégique d'avenir ».

Après les exposés sur les problématiques en débats, à savoir «Contexte et enjeux des déchets plastiques à Pointe-Noire» ; «Technologies de recyclage et revalorisation», puis la table ronde «Comment valoriser nos déchets ?», la déclaration de Pointe-Noire sur la requalification des déchets a été approuvée et signée par les participants. Ce texte reconnaît le concept produit R, initiative de la République du Congo comme une approche innovante de requalification des plastiques usagés. Ainsi, il appelle le secteur

privé à investir davantage dans les filières locales de transformation des plastiques requalifiés, à intégrer les plastiques recyclés dans des chaînes de production, à soutenir l'innovation et les start-ups vertes, à remplacer les affiches de bacs de déchets plastiques par des bacs de récupération de plastiques.

La sensibilisation citoyenne, le suivi des engagements, la mobilisation communautaire, la diffusion de bonnes pratiques sont les autres axes de travail adoptés pour rendre le déchet plastique utile dans notre société.

Hervé Brice Mampouya



PROJET DE PROTECTION SOCIALE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES

COMMUNIQUE

Le Coordonnateur du **Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ)**, informe les jeunes ayant reçu les téléphones que la formation à l'entrepreneuriat pour la deuxième vague sera lancée au cours de la première semaine du mois de mai 2026 dans les quatre villes: **Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Ouesso.**

Pour ce faire, les jeunes seront contactés directement par les formateurs recrutés par le projet pour leur préciser la date et les lieux de leur formation.

Fait à Brazzaville, le 20/04/2026

Le Coordonnateur



HYDROCARBURES

Une découverte de pétrole sur le permis Moho

La compagnie TotalEnergies EP Congo a annoncé, à travers un communiqué, avoir découvert un nouveau gisement de pétrole sur le permis Moho, au large de Pointe-Noire. Cette trouvaille associée au puits d'exploration de Moho F représenterait, selon les analyses, 100 millions de barils de ressources récupérables.

L'avancée majeure réalisée est le résultat du forage du puits d'exploration MHNM-6 NFW, ciblant la structure Moho G. Les experts de la société ont révélé l'existence d'une colonne d'hydrocarbures d'environ 160 mètres dans les réservoirs de bonne qualité qui ont fait l'objet d'une campagne complète d'acquisition de données.

Cette nouvelle découverte sur la licence de Moho bénéficie à cet effet de sa proximité avec les infrastructures de productions existantes, permettant un développement à cycle court et à faible coût. « En tirant parti de notre expertise technique, nous créons les conditions d'une future production génératrice de valeur pour la compagnie », a précisé le directeur d'exploration de TotalEnergies, Nicola Mavilla. Actuellement, les installations de production situées sur le champ d'exploration Moho comprennent deux unités flottantes, Alima et Likouf, qui produisent environ 90 000 barils équivalents pétrole par jour.

Précisons que l'exploration du permis Moho repose sur une collaboration de TotalEnergies en partenariat avec les sociétés Trident Energy et la Société nationale des pétroles du Congo. La découverte des hydrocarbures sur ce site d'exploration représente une étape stratégique pour renforcer la production énergétique dont le gouvernement poursuit avec l'objectif d'atteindre une production pétrolière de 500 000 barils par jour.

Jean Pascal Mongo-Styhm

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

Le Congo et la Corée du Sud explorent de nombreuses opportunités

En visite à Brazzaville dans le cadre de l'investiture du président Denis Sassou N'Guesso, l'envoyé spécial du ministre Sud-coréen des Affaires étrangères, Hai-Ung Jung, a échangé avec le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua. Ils entendent le développement de partenariats énergétiques mutuellement bénéfiques entre les deux pays.

La République du Congo et la République de Corée envisagent de renforcer leur coopération dans le secteur énergétique. Au centre de la rencontre entre Bruno Jean Richard Itoua et Hai-Ung Jung, figuraient les opportunités de collaboration dans un domaine stratégique pour les deux nations. À l'issue de l'entretien, Hai-Ung Jung a souligné la complémentarité des économies congolaise et Sud-coréenne en matière d'énergie. « La Corée est un pays dépourvu de ressources naturelles comme le pétrole brut ou le gaz naturel, mais elle dispose d'une expertise avancée dans les industries pétrochimiques, ainsi que dans les technologies liées au gaz naturel liquéfié, notamment les terminaux et les navires spécialisés », a-t-il expliqué.

Selon lui, cette complémentarité ouvre la voie à des partenariats prometteurs. « Nous



Les deux parties lors de la séance de travail/DR

pouvons identifier des projets de coopération concrets et mutuellement bénéfiques », a-t-il ajouté, se félicitant de la qualité des échanges avec les autorités congolaises. L'émissaire Sud-coréen a également indiqué qu'à son retour, il s'emploiera à mobiliser les institutions gouvernementales ainsi que les entreprises de son pays afin d'explorer des pistes

concrètes de collaboration avec le Congo.

Cette rencontre marque ainsi une première étape vers un rapprochement énergétique entre les deux pays, susceptible de se traduire, à terme, par des investissements et des projets structurants dans le secteur des hydrocarbures et des technologies associées.

Fiacre Kombo

ARTISANAT

1 500 jeunes seront formés au perlage

Le Fonds national de soutien à l'employabilité et à l'apprentissage (Fonea) a lancé, le 20 avril, un vaste programme de formation en perlage. Sous le patronage du ministre Hugues Ngouélondélé, accompagné de sa collègue des Petites et moyennes entreprises, Jacqueline Lydia Mikolo, cette initiative vise à transformer le talent artisanal de 1 500 jeunes en véritables opportunités économiques à Brazzaville et à Pointe-Noire.

L'objectif final de la formation est de réduire le chômage par la création de centaines de micro-entreprises et dynamiser durablement le secteur artisanal local. Le programme cible les jeunes de 18 à 35 ans, avec une attention particulière portée à l'inclusion. Le directeur du Fonea, Patrick Robert Nt-sibat, a salué l'engouement suscité par ce projet.

« Nous avons reçu de nombreuses candidatures de jeunes hommes pour ce métier traditionnellement féminin, ainsi que de personnes vivant avec handicap. C'est un métier qui nourrit son artisan, pourvu que la créativité et l'ingéniosité soient au rendez-vous », a-t-il indiqué.



Les autorités posant avec les apprenants/Adiac

La formation, intégralement financée par le Fonea, s'étendra sur une durée de 45 jours. Le cursus ne se limite pas à la simple technique ; il a été conçu par la Société africaine de recouvrement pour garantir l'autonomie

totale des apprenants. Le programme s'articule autour de trois piliers, notamment l'apprentissage technique (Tissage, montage de perles et fabrication d'objets divers comme les sacs, bijoux, accessoires, décoration), le dé-

veloppement créatif grâce au travail sur la précision et l'esthétique des produits ainsi que le volet business à travers l'initiation à l'entrepreneuriat et au marketing pour permettre le lancement de micro-entreprises dès la fin du parcours.

Pour le ministre Hugues Ngouélondélé, ce programme est un « véritable levier de valorisation de l'artisanat congolais ». Afin de garantir que la formation ne reste pas théorique, chaque apprenant recevra, au terme de son apprentissage, les outils nécessaires pour démarrer immédiatement ses projets artisanaux.

Dans un marché de l'emploi en quête de solutions alternatives, le perlage s'impose comme un métier artisanal à forte valeur ajoutée. Accessible avec un faible investissement initial, cette discipline connaît une redynamisation portée par une demande locale et internationale croissante pour le « Made in Congo ».

Rude Ngoma

ENTRETIEN

Denis Sassou N'Guesso alerte sur l'affaiblissement du leadership africain

Un tassement du panafricanisme est une grande erreur, avertit le chef de l'État congolais.

Dans un entretien exclusif, le 18 avril à Brazzaville, avec nos confrères de la chaîne arabophone Sky news arabia, le président de la République a estimé que les dirigeants africains font mauvaise route s'ils ne s'engagent pas davantage à consolider le panafricanisme qui constitue le fondement même de l'unité continentale. Si une bonne partie des échanges a porté sur les relations du Congo avec ses partenaires extérieurs, notamment les pays arabes qu'il invite à investir au Congo, Denis Sassou N'Guesso s'est aussi appesanti sur les défis qui l'attendent au moment où il entame un nouveau mandat de cinq ans à la tête du pays. Grands extraits.

Une Afrique qui gagne

Denis Sassou N'Guesso : « Je pense que l'Afrique a toujours gagné lorsqu'elle parle d'une seule voix », a indiqué le président de la République quand la question lui a été posée de savoir quelle est sa vision et ses priorités pour l'Afrique et le Congo au seuil de son nouveau mandat.

«... On l'a vu lors des luttes de libération, les peuples africains se sont mobilisés et ont permis à l'Afrique de se libérer politiquement, d'acquiescer les indépendances des États. Vous avez suivi les luttes qui ont été menées contre l'apartheid. Je me souviens de ce sommet des non-alignés à Harare (NDLR Au Zimbabwe, septembre 1986). J'étais président en exercice de l'OUA (NDLR Organisation de l'Unité africaine -1986-1987-) et l'Afrique a obtenu du Mouvement des non-alignés que soit mis en place un fonds. Le fonds des non-alignés de soutien aux peuples de l'Afrique australe en lutte contre l'apartheid, le fonds Africa. Nous avons lancé cette idée et elle a été soutenue par tout le mouvement des non-alignés : Rajiv Gandhi de l'Inde, Fidel Castro de Cuba et beaucoup d'autres leaders s'y étaient aussi fortement engagés ».

Agir pour le panafricanisme

«... Donc, au moment où nous sentons un affaiblissement du panafricanisme, nous croyons que les dirigeants africains commettent une erreur, parce que la situation du monde est telle qu'il faut que l'Afrique regroupe ses forces et fasse valoir ses droits. Donc, nous continuons de lutter pour le panafricanisme. Voilà pourquoi nous soutenons les initiatives de l'Union africaine autour de la Zlécaf (Zone de libre-échange continentale africaine NDLR) ». Pour le président de la République, la Zlécaf dont l'entrée en vigueur est prévue en 2030 ne prendra son envol que si l'Afrique

se dote des infrastructures dans les domaines des transports, chemins de fer, routes, aéroports, transports fluviaux, maritimes, télécommunications, énergie.

Le Congo ne baisse pas les bras

«... Ce sont des combats que nous menons aussi à l'intérieur de notre propre pays. Voilà pourquoi dans notre projet d'accélérer la marche vers le développement, nous visons d'abord prioritairement la sous-région d'Afrique centrale. Nous voulons établir des liaisons solides avec les pays voisins à travers le type d'infrastructures énumérées ci-haut. Et c'est déjà cela, l'axe premier de celui-ci, la liaison avec les autres pays de la sous-région pour le développement. Et puis, naturellement, la mise en valeur de l'énorme potentiel que nous avons, pas seulement dans notre pays, mais dans la sous-région. Potentiel minier, agricole, forestier... Et nous accordons une grande importance aux ressources humaines, la jeunesse ; une jeunesse formée, qualifiée, capable de s'assumer, nous accordons une grande importance naturellement à l'agriculture au sens large pour la production de tous les aliments nécessaires ». Le chef de l'État pointe également des « indices positifs » le fait, par exemple, qu'à ce jour, au Congo, seulement quelque 3% de terres arables sur les 10 millions d'hectares disponibles sont mis en valeur.

Relations suivies avec le monde arabe et les pays du golfe

«... J'ai toujours souhaité développer les relations avec les pays du Golfe persique. J'ai effectué une visite d'État en Arabie saoudite, plusieurs visites aux Émirats arabes unis, au Qatar et une visite au Koweït. Dans ces pays, nous avons signé des accords avec les Émirats arabes unis, avec l'Arabie saoudite ; des accords de coopération gagnant-gagnant, parce que nous voyons que dans ces pays, et aussi dans le nôtre, il y a un potentiel énorme. Nous avons des forêts, avec des essences nobles, des minéraux rares, nous avons le pétrole, le gaz, le fer, l'or, le cuivre, le plomb. Et nous avons proposé à ces pays des partenariats à travers des accords déjà signés de non-double imposition, par exemple, de protection des investissements. Et nous croyons que malgré la situation difficile que traverse le Moyen-Orient, avec notre soutien à tous pour le retour à la paix, ces difficultés seront surmontées, des moyens existent de part et d'autre pour



Le président Denis Sassou N'Guesso lors de l'interviewDR

renforcer ces partenariats. »

Aux investisseurs intéressés

«...Le premier message, c'est que le Congo est en paix. La paix est totale dans tout le pays avec des institutions stables qui fonctionnent. Ce sont les garanties que nous offrons aux investisseurs pour que lorsqu'ils viennent dans notre pays, ils y trouvent leur compte. Et nous nous employons aussi à assainir le climat des affaires et, ensuite, proposer aux partenaires le potentiel que nous avons. Je parlais de ce potentiel énorme dans l'agriculture, les mines, les forêts, la pêche, tous les secteurs. Pour une population de 6 millions d'habitants, nous avons un territoire de 342 000 kilomètres carrés et donc des espaces pour produire. »

Des opportunités d'affaires

«... Il y a des terres agricoles, de l'eau partout, des réserves de forêts, de faune, de minéraux. Je prends un exemple que je cite souvent : à Pointe-Noire, nous avons un grand port en eau profonde, nous avons des réserves importantes de phosphate, de potasse et de gaz. Et j'ai dit aux partenaires que toutes ces ressources ne sont pas souvent regroupées au même endroit. Il y en a des pays qui ont parfois du phosphate, n'ont pas du gaz, ceux qui ont de la potasse mais pas de phosphate. Mais dans le cas du Congo, à Pointe-Noire, à 50 kilomètres d'un grand port sur la côte Atlantique en eau profonde, nous avons ces trois éléments qui pourraient nous permettre de produire des engrais complets pour l'agriculture. Pas seulement pour le Congo, mais pour l'Afrique et pourquoi pas pour le reste du monde. »

Appel à la désescalade

Monsieur le président, au regard

de la situation difficile au Moyen-Orient aujourd'hui, quel est le message que vous envoyez aux pays de cette région ?

«... Je leur adresse un message de paix. La paix toujours, parce qu'on ne construira jamais dans la guerre. Voilà aujourd'hui quatorze ans que je mène, avec d'autres chefs d'État africains, le combat en Libye pour le retour à la réconciliation nationale et à la paix pour la reconstruction de ce pays. Je préside le Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye et nous poursuivons ce combat, nous ne nous lassons pas. »

Bons offices et modestie

Vous avez été impliqué dans plusieurs médiations régionales. Quelle est votre méthode pour parvenir à des solutions durables ?

« ... Je crois qu'il faut d'abord faire preuve d'humilité et parler sincèrement à des sœurs, à des frères, c'est ce que nous avons fait en République centrafricaine, par exemple (NDLR Le chef de l'Etat a conduit la médiation dans ce pays au nom de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale). C'est ce que nous avons fait ici même, vous pourrez voir la plaque qui est à côté (NDLR La plaque commémorant la signature du Protocole de Brazzaville, le 13 décembre 1988, se trouve à l'entrée de la salle des banquets du Palais du peuple), lorsque nous avons abrité les négociations entre Cuba, l'Afrique du Sud, l'apartheid, l'Angola, les États-Unis d'Amérique. Les négociations se sont passées ici pendant plusieurs mois. Il fallait faire preuve d'humilité et parler simplement aux protagonistes et leur montrer où se trouve l'intérêt commun. Il faut trouver ce point d'intérêt commun où tout

le monde peut se rejoindre au nom de la paix.

... Lorsqu'il s'agit des situations internes aux États, des populations qui s'entredéchirent, on trouve toujours un point commun, le pays, l'amour du pays, la nécessité de construire le pays ensemble dans la paix, en sublimant le patriotisme on y arrive. C'est ce que nous avons fait, par exemple, pendant quelques années en République centrafricaine. Il n'y a pas longtemps, j'étais à l'investiture du président Touadera (NDLR 30 mars 2026), j'ai senti que le peuple en République centrafricaine aspire à la paix et se mobilise pour la reconstruction du pays. »

Serrer les rangs

Évoquant les nombreux foyers de tension qui secouent le continent, le président Denis Sassou N'Guesso a déclaré que l'Afrique est condamnée à sortir de ces conflits : « Je suis confiant, il ne faut pas que nous allions en ordre dispersé, l'Afrique va surmonter ces difficultés-là et se construire pour le bonheur des peuples ». Ce message d'optimisme a bouclé l'entretien avec notre confrère de Sky news arabia, Abdellahi Mohamed Bah, directeur de groupe média, écrivain, analyste spécialisé Afrique. De nationalité mauritanienne, l'interlocuteur du président Denis Sassou N'Guesso a salué la présence en terre africaine du Congo de ses compatriotes. Établis pour la plupart depuis plusieurs années, ils vaquent librement à leurs occupations à travers le pays. « Il y en a qui sont dans mon village, vous voyez, des Mauritanien. Ils sont à Oyo, à 400 kilomètres d'ici, dans mon village. Ils ont leurs magasins, ils vivent avec les autres frères congolais depuis des décennies. Il ne se passe rien de mal. Donc ils vivent chez eux en paix. Voilà ! », s'est félicité le chef de l'État.

Gankama N'Siah